

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

Lille, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE

10 avenue Industrielle BP 23
59520 Marquette-Lez-Lille

Références : -
Code AIOT : 0007004253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement GALLOO FRANCE implanté 10 AV INDUSTRIELLE 59520 Marquette-lez-Lille. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/08/2025, des écarts concernant les stockages constatés lors de la visite du 16/04/2025 et de la gestion des suites de l'incendie du 20/02/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE
- 10 AV INDUSTRIELLE 59520 Marquette-lez-Lille

- Code AIOT : 0007004253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALLOO France (ex CIBIE Recyclage) est spécialisée dans la récupération, le recyclage et la revalorisation des métaux ferreux et non ferreux. Elle réceptionne et stocke des déchets de métaux et alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets réceptionnés sont broyés, triés (métaux ferreux, non ferreux, plastiques, terres...) et revalorisés.

Le site s'étend sur environ 4,8 ha et se situe sur la commune de Marquette-lez-Lille, en bordure du canal de la Deûle. Les activités du site sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

En outre, l'exploitant dispose des agréments pour la dépollution et le broyage des VHU.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets	1 mois
2	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Interprétation de l'État des Milieux (IEM) et EQRS	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des risques technologiques	AP de Mise en Demeure du 27/08/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Prévention des risques technologiques	AP de Mise en Demeure du 27/08/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à M. le préfet du Nord d'abroger la mise en demeure du 27/08/2025 compte tenu des nouveaux constats et déclarations de l'exploitant concernant la défense incendie de ses installations de broyage.

L'inspection propose également un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les prescriptions relatives aux conditions de stockages des déchets.

En outre, l'inspection demande la transmission des éléments qui ont permis de déterminer les substances à retenir pour le protocole de prélèvement prévu pour la réalisation des études relatives à l'interprétation de l'état des milieux et à l'évaluation des risques sanitaires sous un mois.

En outre, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les analyses des eaux d'extinction déjà réalisées, l'autorisation de déversement du gestionnaire du réseau et de compléter les prochaines analyses avec l'intégralité des paramètres prévus à son arrêté préfectoral avant tout nouveau rejet au réseau des eaux d'extinction sous 8 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, organisation des stockages
Prescription contrôlée : Déchets métalliques : La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Tous les déchets sont stockés sur une zone de collecte étanche raccordée à une rétention déportée. L'implantation des stockages est réalisée conformément au plan en annexe 3 du présent arrêté et notamment aux données d'entrée Flumilog des phénomènes précisées au paragraphe 7.2 de l'étude de dangers (dossier TAUW ref. GFAC16.18292-V01 version 13 février 2018) .

DEEE

Les DEEE de type Petits Appareils Ménagers (PAM) en attente de désassemblage sont stockés sur une aire extérieure dédiée de 390 m². Cette aire est ceinturée sur trois faces par les éléments en béton de type légos d'une hauteur minimale de 3,5 m. La hauteur de stockage de DEEE sur cette aire n'excède pas 2,5 mètres. Les DEEE de type Petits Appareils Ménagers (PAM) avant broyage sont stockés sur une hauteur n'excédant pas 5 mètres sur l'aire de stockage des déchets en attente de broyage. Ce stockage de PAM est à plus de 10 mètres des stockages de tout autre déchet. Le stockage de PAM est ceinturé sur trois faces par les éléments en béton de type légos. La surface de stockage n'excède pas 195m².

Pneumatiques :

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 400 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage des pneumatiques est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La zone d'entreposage est à au moins 10 mètres des autres zones de l'installation.

VHU non dépollués :

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). La surface de stockage des VHU en attente de dépollution est limitée à 150 m².

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable.

VHU après dépollution : Les véhicules dépollués sur l'aire de stockage des déchets en attente de broyage. Ils peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage(carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles

hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Batteries, filtres, piles et accumulateurs :

Les batteries, les filtres, piles, accumulateurs et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques étanches. Ces conteneurs sont stockés à l'abri des intempéries ou sont couverts dans le cas contraire. L'aire de stockage est revêtue étanche.

Résidus de Broyage Automobile (RBA) :

Les Résidus de Broyage Automobile sont stockés en box couverts. La quantité de RBA est limitée à 300 m³

Constats :

Lors de la visite du 16/04/2026, l'inspection a constaté les écarts suivants :

DEEE

L'inspection a constaté que les PAM en attente de désassemblage sont stockés sur une aire délimitée sur 3 faces par des éléments en béton type légo. Les éléments de dimensions sont cohérents avec la prescription. Le stockage des PAM avant broyage est également délimité par 3 murs d'éléments béton type légo. L'inspection a constaté que la surface de stockage excède 195 m² (surface rectangulaire avec plus petit côté de longueur 15 m).

VHU après dépollution

L'inspection a parcouru le long de la zone dédiée aux VHU dépollués en attente de broyage. Les VHU sont empilés. Il n'a pas été vu de traces d'éboulement. Une hauteur mesurée dépasse 3m, une hauteur de 4m a été constatée.

Batteries, filtres, piles et accumulateurs

L'inspection a constaté la présence sur site de batteries, piles et accumulateurs dans des conteneurs étanches et à l'abri des intempéries : caisse palox en PEHD, fûts protégés, bennes bâchées. L'inspection a également constaté la présence d'une dizaine de batteries type batteries d'engins de manutention stockées à l'air libre sur palettes et non protégées des intempéries

L'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en conformité ses stockages de déchets dans un délai d'un mois.

Lors de la visite du 02/03/2026, l'Inspection a constaté :

- le respect des volumes de stockage des DEEE et des hauteurs maximales pour les VHU dépollués.
- le non respect des conditions de stockage des batteries, en effet, des batteries sont stockées en extérieur, exposées aux intempéries en caisse en plastique type "pallox" et dans plusieurs bennes ouvertes et partiellement remplies d'eau dont la couleur bleue interroge quant à la présence d'électrolyte en mélange.

L'exploitant s'était engagé lors de la visite à mettre en conformité rapidement ces stockages et à transmettre des photos des actions réalisées.

A ce jour, aucun élément n'a été transmis par l'exploitant.

Ce nouvel écart conduit l'Inspection à proposer à M. le préfet du Nord un arrêté préfectoral de mise en demeure afin de respecter les conditions de stockage des déchets prévues à l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place les actions correctives nécessaires pour stocker les déchets conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2023 sous 2 jours.

En outre, l'Inspection demande à l'exploitant de procéder à une analyse des eaux météoriques souillées des différentes bennes contenant des batteries afin de déterminer leurs caractéristiques sous un mois à compter de la réception du présent rapport au regard des paramètres prévus à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

L'exploitant transmet les résultats de ces analyses à l'Inspection dès réception en proposant la filière agréée retenue pour validation avant de procéder à leur évacuation dans un délai de 8 jours à compter de la validation de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, Events et parois soufflables

Prescription contrôlée :

Le broyeur des ferrailles/VHU/DEEE est équipé de moyens de protection contre les effets d'une surpression suite à explosion dans le broyeur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection tous les justificatifs relatifs au choix et dimensionnement de ces éléments de sécurité. Les volets de surpression sont disposés de façon à

éviter de produire des effets (surpression, projection, flamme) dans des zones occupées par le personnel.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a montré un document de présentation du fournisseur des machines de broyage spécifiant les installations des événements de surpression et de leur localisation aux différents points du cheminement des déchets en cours de traitement dans les installations.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait transmettre les éléments de présentation et interroger leur fournisseur sur le dimensionnement de ces événements.</p> <p>A ce jour, la transmission des documents n'a pas été réalisée, aussi l'inspection demande à l'exploitant de transmettre le document de présentation du fournisseur et la demande au fournisseur concernant les justifications techniques du dimensionnement approprié des événements des différentes parties du broyeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre le document de présentation et les éléments techniques du fournisseur des événements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident au niveau du broyeur
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 1er– Objet</p> <p>La société GALLOOFRANCE, dont le siège social est situé rue du port fluvial 1 avenue 59250 HALLUIN, exploitant des installations sis 10 avenue industrielle BP 23 59250 MARQUETTE-LEZ-LILLE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.2.1. et 5.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023 susvisé en réalisant les actions décrites ci-dessous, dans les délais correspondants à compter de la notification du présent arrêté.</p>

Article	Cible à atteindre pour respecter laprescription	Délai
5.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023	Mettre en place un système d'extinction automatique d'incendie au niveau du crible du broyeur et de son box de stockage associé;	4mois

5.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023	Mettre en place des détecteurs thermiques au niveau du broyeur	4 mois
<p>Pour rappel, l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2023 dispose :</p> <p>"[...] <i>L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :</i> [...] • <i>un système d'extinction d'incendie dans la chambre du broyeur ;</i> • <i>un système d'extinction automatique d'incendie au niveau du crible du bâtiment broyeur (crible bivitec) et de son box de stockage associé ;</i> [...]"</p>		
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 16/04/2025, l'inspection a constaté les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un système d'extinction d'incendie dans la chambre du broyeur. Ce système est actionnable manuellement par l'opérateur. l'absence d'un système d'extinction automatique d'incendie au niveau du crible du bâtiment broyeur et de son box de stockage associé conformément à l'article 5.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2023. <p>Cette non-conformité fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/08/2025.</p> <p>Lors de la visite du 02/03/2026, l'inspection a constaté les faits suivants :</p> <p>L'exploitant a déclaré que lors de la visite précédente, la personne représentant l'exploitant n'a pas été capable de décrire précisément les différentes parties du système incendie installées au niveau du broyeur.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les installations étaient conformes en matière de détection et d'extinction d'incendie aux dispositions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection a pu assister à un essai des arrosages en différents point du broyeur.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de détecteurs et de dispositifs d'arrosage des box de stockage en sortie de traitement.</p> <p>Au vu des déclarations de l'exploitant et des constats réalisés, l'inspection propose de lever la mise en demeure du 27/08/2025.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Levée de mise en demeure		

N° 4 : Prévention des risques technologiques**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 27/08/2025, article 1**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques au niveau du broyeur**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2025

Prescription contrôlée :**Article 1er– Objet**

La société GALLOO FRANCE, dont le siège social est situé rue du port fluvial 1avenue 59250 HALLUIN, exploitant des installations sis 10 avenue industrielle BP 23 59250 MARQUETTE-LEZ-LILLE ,est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.2.1. et 5.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023 susvisé en réalisant les actions décrites ci-dessous, dans les délais correspondants à compter de la notification du présent arrêté.

Article	Cible à atteindre pour respecter laprescription	Délai
5.2.1. de l'arrêtépréfectoral complémentaire du 13 novembre 2023	Mettre en place un système d'extinction automatique d'incendie au niveau du crible dubroyeur et de son box de stockage associé;	4mois

5.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023	Mettre en place des détecteurs thermiques au niveau du broyeur	4 mois

Pour rappel, l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2023 dispose :
"L'exploitant met en œuvre les barrières de sécurité de prévention et de protection identifiées dans son étude de dangers (dossier TAUW ref. GFAC16.18292-V01 version 13 février 2018).

Extrait dossier TAUW page 54:

Mesures de sécurité pour lutter contre l'incendie localisés au niveau du broyeur: détecteurs thermiques, systèmes d'arrosage automatique et 1 réserve de produits absorbants [...]"

Constats :

Lors de la visite du 16/04/2025, l'Inspection a constaté :

- la présence d'une réserve de produits absorbants dédié au broyeur.
- l'absence de détecteurs thermiques et de système d'arrosage automatique conformément à l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2023.

Cette non conformité fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/08/2025.

Au vu des déclarations de l'exploitant et des constats réalisés lors de la visite du 02/03/2026 (cf point de contrôle n°3), l'inspection propose de lever la mise en demeure du 27/08/2025.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Interprétation de l'État des Milieux (IEM) et EQRS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article 2.4							
Thème(s) : Risques chroniques, Risques sanitaires							
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait réaliser une interprétation de l'état des milieux (IEM) et une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS). L'IEM est réalisée sur la base de mesures effectuées dans l'environnement du site, permettant de conclure quant à la dégradation du milieu et à sa compatibilité avec les usages définis. Ces évaluations sont réalisées conformément aux dispositions de la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation et aux guide INERIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ref 200357-2563482-v1.0 deuxième édition Septembre 2021 «Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » ; - ref 201065-2172207-v1.0 deuxième édition Septembre 2021 « Surveillance dans l'air autour des installations classées - Retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux ». <p>Ces évaluations sont réalisées selon l'échéancier suivant :</p> <table border="1"> <tr> <td>- transmission à l'inspection de l'environnement et à l'agence régionale de santé du schéma conceptuel, de la liste des substances retenues et du protocole de mesures dans l'environnement envisagé</td><td>3 mois à compter de la notification du présent arrêté</td></tr> <tr> <td>- réalisation des mesures dans l'environnement (diagnostic des milieux)</td><td>Engagement des mesures sous 6 mois après l'avis de l'inspection de l'environnement et de l'agence régionale de santé sur le protocole de mesures envisagé</td></tr> <tr> <td>- transmission à l'inspection l'environnement et à l'agence régionale de santé du rapport d'évaluation de l'état des milieux et de l'évaluation quantitative des risques sanitaires</td><td>3 mois à compter de la réalisation des mesures dans l'environnement</td></tr> </table>		- transmission à l'inspection de l'environnement et à l'agence régionale de santé du schéma conceptuel, de la liste des substances retenues et du protocole de mesures dans l'environnement envisagé	3 mois à compter de la notification du présent arrêté	- réalisation des mesures dans l'environnement (diagnostic des milieux)	Engagement des mesures sous 6 mois après l'avis de l'inspection de l'environnement et de l'agence régionale de santé sur le protocole de mesures envisagé	- transmission à l'inspection l'environnement et à l'agence régionale de santé du rapport d'évaluation de l'état des milieux et de l'évaluation quantitative des risques sanitaires	3 mois à compter de la réalisation des mesures dans l'environnement
- transmission à l'inspection de l'environnement et à l'agence régionale de santé du schéma conceptuel, de la liste des substances retenues et du protocole de mesures dans l'environnement envisagé	3 mois à compter de la notification du présent arrêté						
- réalisation des mesures dans l'environnement (diagnostic des milieux)	Engagement des mesures sous 6 mois après l'avis de l'inspection de l'environnement et de l'agence régionale de santé sur le protocole de mesures envisagé						
- transmission à l'inspection l'environnement et à l'agence régionale de santé du rapport d'évaluation de l'état des milieux et de l'évaluation quantitative des risques sanitaires	3 mois à compter de la réalisation des mesures dans l'environnement						
Constats : <p>Par courriel du 20/11/2024, l'exploitant a transmis pour avis et validation un protocole de prélèvements dans l'environnement en vue d'établir une IEM et une EQRS.</p> <p>Ce protocole de prélèvements est incomplet en l'état actuel.</p>							

<p>Par courriel du 30/01/2026, l'Inspection a demandé, dans un premier temps, à ce que cet envoi soit complété par les premières étapes de l'ERS qui ont permis la sélection des substances d'intérêt et qui doivent justifier des sources non retenues pour élaborer le protocole de prélèvement.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a transmis aucun élément complémentaire.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de fournir les compléments attendus afin d'établir l'IEM et l'EQRS dans les meilleurs délais et sous un mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir les compléments attendus afin d'établir l'IEM et l'EQRS dans les meilleurs délais et sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétention des eaux d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers un bassin de rétention spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs.</p> <p>Les orifices d'écoulement issus du bassin de confinement sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le confinement est assuré par un bassin étanche ainsi que dans les réseaux enterrés de collecte des eaux pluviales. L'exploitant est en mesure de justifier d'un volume total disponible de 725 m³.</p> <p>La mise en œuvre du confinement fait l'objet d'une consigne écrite interne à l'établissement. Des exercices réguliers au minimum une fois par an.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou suivent les principes imposés par le paragraphe 3.3.1 pour un rejet au réseau et</p>

après accord du gestionnaire.

Constats :

Un incendie a eu lieu dans la nuit du 19 au 20 février 2026 qui a touché un stockage de DEEE neutralisés en attente de broyage, d'un volume d'environ 60 m³.

L'incendie a été détecté par le gardien à 1h48 qui a alerté le responsable de site et le SDIS qui est intervenu rapidement et a circonscrit l'incendie à ce seul stockage en utilisant environ 250 m³ d'eaux.

L'incendie été éteint complètement à 5h30 du matin.

L'exploitant a réalisé et transmis une déclaration d'incident en ligne le jour même à 17h29.

Les eaux d'extinction et les eaux de pluie ont représenté environ 400m³ qui ont été confinées dans le bassin de rétention ainsi que dans la bâche de rétention (200 m³) .

L'exploitant a procédé à des analyses des eaux d'extinction en analysant les paramètres mensuels prévus à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, c'est-à-dire tous les paramètres sauf les chloro-alcanes et les dioxines.

L'exploitant a ensuite déclaré avoir eu l'autorisation du gestionnaire des réseaux pour rejeter environ 30% des eaux d'extinction.

L'Inspection demande à l'exploitant de :

- transmettre les rapports de mesures de la qualité des eaux d'extinction déjà réalisés,
- transmettre les autorisations du gestionnaire de réseau de déversement de ces eaux d'extinction,
- compléter ses analyses en tenant compte de l'intégralité des paramètres prévus à l'article 3.3.1 et de transmettre les résultats de ces analyses à l'inspection avant tout nouveau rejet au réseau, y compris avec accord du gestionnaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de :

- transmettre les rapports de mesures de la qualité des eaux d'extinction réalisés,
- transmettre les autorisations du gestionnaire de réseau de déversement de ces eaux d'extinction,
- compléter ses analyses en tenant compte de l'intégralité des paramètres prévus à l'article 3.3.1 et de transmettre les résultats de ces analyses à l'inspection avant tout nouveau rejet au réseau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

